

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

SECTION BTS

**La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui.
La loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse.**

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (Août 1789)

PREAMBULE

L'UFA Saint Vincent de Paul est un établissement catholique d'enseignement.

Sa mission est de fournir à chaque apprenti des connaissances et de contribuer à l'épanouissement de sa personnalité en développant chez lui le sens de la responsabilité et l'accès à l'autonomie. Elle vise également à l'aider à formuler son projet de formation tout au long de sa présence dans l'établissement et à préparer son insertion dans la société. Les personnels intervenant à l'UFA sont là pour les aider, chacun selon ses fonctions, les responsables légaux y contribuant également.

Le présent règlement a pour vocation de permettre aux apprentis de bénéficier d'un climat de travail et de conditions de vie quotidienne satisfaisantes. C'est un contrat définissant les droits et les devoirs de l'apprenti, auquel apprentis, formateurs et maîtres d'apprentissage adhèrent.

PRINCIPES DE VIE DE L'ETABLISSEMENT

- 1- Tout apprenti qui s'inscrit dans l'établissement doit le faire avec la volonté de réussir ses études au mieux de ses possibilités. Ses objectifs sont l'obtention du diplôme préparé et l'insertion dans les études futures ou dans un milieu professionnel. L'UFA s'engage à placer l'apprenti dans les meilleures conditions de travail possible. **L'apprenti s'engage à fournir un travail régulier et personnel, à respecter les consignes et les conseils donnés par les formateurs, à suivre avec assiduité les cours et les contrôles organisés, à avoir les livres et équipements demandés, à avoir un comportement d'apprenti fréquentant un établissement scolaire, lieu de travail.**
- 2- L'établissement, milieu éducatif, doit avoir le souci de l'homme et du citoyen dans le respect mutuel. L'usage de la liberté ne consiste pas à faire ce que l'on veut. Il n'est pas d'acte gratuit, toute action engage vis à vis de soi-même et des autres.

L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DE L'ETABLISSEMENT

1- Horaires

Les horaires indiqués correspondent à l'heure de **début des cours**. Les élèves et apprentis doivent être présents **dans leurs salles de classe** aux heures prévues.

HORAIRES UFA

MATIN	08h05 09h00	09h00 9h55	PAUSE	10h15 11h10	11h10 12h05
APRES MIDI	13h15 14h10	14h10 15h05	PAUSE	15h25 16h20	16h20 17h15

2- Usage des locaux et conditions d'accès

L'établissement est ouvert de 7h45 à 18h00 du lundi au vendredi.

L'accès est réservé aux seuls élèves inscrits et présentant leur carte d'apprenti ou d'apprenant qui leur sera demandée à l'entrée.

Les familles et les personnes extérieures doivent se faire connaître auprès du service d'accueil de l'établissement. Une pièce d'identité leur sera demandée en échange d'un badge visiteur.

Seul le Chef d'Etablissement est habilité à autoriser l'entrée de tout visiteur.

Il est en outre rappelé que pénétrer ou faire pénétrer une personne dans une enceinte scolaire sans y avoir été invité constitue une contravention de 5^{ème} classe. En cas d'intrusion, le Chef d'Etablissement peut demander l'intervention des forces de l'ordre.

L'usage des locaux pour toute activité autre que l'enseignement devra faire l'objet d'un accord du Chef d'Etablissement.

3- Espaces communs

Ils sont sous vidéosurveillance pour la sécurité de tous.

Les règles élémentaires de propreté et d'hygiène doivent être respectées dans l'établissement (dépôt de détritus dans les poubelles, interdiction de cracher...). **Il est strictement interdit d'introduire des boissons ou de la nourriture dans les locaux.** En cas de manquement à ces règles, l'apprenti sera sanctionné ou des mesures de réparations lui seront proposées.

4- Usage des matériels mis à disposition

Les matériels mis à disposition des apprentis et des formateurs sont réservés à des fins pédagogiques et doivent être manipulés avec soins.

Toutes utilisations autres, notamment la visite de sites Internet à caractère pornographique ou xénophobe feront l'objet d'une sanction.

Toute dégradation accidentelle ou non doit être immédiatement signalée à la vie scolaire. Toute dégradation volontaire fera l'objet d'une sanction et de la prise en charge financière du montant des réparations ou du remplacement.

Les salles informatiques ne sont accessibles qu'en présence d'un formateur.

5- Modalité de surveillance des apprentis

La surveillance des apprentis est sous la responsabilité du formateur durant les heures de cours.
Les apprentis doivent se trouver en classe durant les heures prévues dans leur emploi du temps.
En dehors de ses heures, ils peuvent être sur les cours de récréation ou à l'extérieur de l'établissement.

6- Mouvement de circulation des apprentis

La circulation des apprentis est interdite pendant les cours. En cas de nécessité, une autorisation écrite d'un formateur ou du chef d'établissement doit être donnée à l'apprenti.
Durant les heures fixées par leur emploi du temps, les apprentis doivent être présents dans l'établissement.

7- Pauses et interclasses

Les pauses se déroulent sur les deux cours mises à la disposition des apprentis et à l'extérieur de l'établissement.
Aucun apprenti ne doit se trouver dans les salles de classe, couloirs et halls durant les temps de récréations.
Les apprentis sont autorisés à sortir de l'établissement durant les pauses.
Aux interclasses, les changements de salles s'effectueront en groupe, dans le minimum de temps, sans déranger les apprentis qui restent en cours. Les interclasses constituent un temps nécessaire pour changer de salle ; ce ne sont pas des pauses. En dehors des pauses, aucune autre pause n'existe.

Le fait d'arriver en retard en cours lors d'un interclasse est considéré comme de l'absentéisme volontaire.

8- Régime des sorties pour les demi-pensionnaires et les externes

En cas d'absence d'un formateur, les apprentis majeurs peuvent quitter l'établissement si ce dernier n'est pas remplacé et après en avoir demandé l'autorisation au chef d'établissement ou au référent de la section.

Toute sortie prématurée de l'établissement sans autorisation du Chef d'Etablissement ou à la personne ayant sa délégation (Mme Karine CHABRE et Mme Alexandra RIVAL) sera considérée comme de l'absentéisme volontaire et fera l'objet d'une sanction.

9- Régime de la demi-pension

Les apprentis qui souhaitent prendre leur repas au restaurant scolaire doivent se faire connaître auprès de leur formateur en première heure de cours.

Ils doivent se munir de leur carte de restauration et la précharger auprès de l'accueil (entre 7h45 et 10h30 – créditée le jour même ; en dehors de cette plage horaire – créditée le lendemain).

Les repas sont servis entre 12h15 et 13h00.

10- Organisation des soins et des urgences

En cas d'urgence médicale, la famille est avisée dès que possible. Elle doit s'organiser pour prendre en charge le malade ou le blessé. Si cela s'avère impossible dans des délais brefs, l'établissement fait prendre en charge l'apprenti par des services d'urgence professionnels (pompiers, SAMU...).

RÈGLES DE VIE DANS L'ÉTABLISSEMENT

1- Gestion des retards et des absences

➤ Gestion des retards

En cas de retard, l'apprenti doit avertir le Secrétariat UFA. L'apprenti ne pourra intégrer la classe qu'au cours suivant. Le retard sera alors comptabilisé comme une absence.

L'apprenti doit régulariser son retard ou son absence auprès du Secrétariat UFA BTS-CAP **avant son entrée en cours.**

➤ Gestion des absences

Dans tous les cas de figure, l'entreprise se doit de déduire du salaire de l'apprenti toute heure d'absence en cours injustifiée.

De surcroît ce taux d'absence injustifiée annuelle pourra entraîner un conseil de discipline, un signalement au rectorat et la non inscription à l'examen et impliquera automatiquement un rendez-vous avec Le Chef d'Établissement.

L'employeur sera informé à l'aide du bulletin scolaire des absences de l'apprenti et plus fréquemment si la situation le justifie.

Les apprentis ont à justifier leurs absences auprès du Secrétariat UFA BTS-CAP.

Remarque : Le fait de retenir un apprenti en entreprise constitue une absence injustifiée.

2- Evaluation et bulletins scolaires

A chaque fin de semestre, seront envoyés aux entreprises les bulletins scolaires avec les appréciations des formateurs.

3- Organisation de l'alternance

Les cours ont lieu 2 jours par semaine selon le calendrier remis en début d'année.

Lors des BTS Blancs, l'apprenti est à la disposition de l'établissement durant la semaine entière.

Hors des périodes de cours, l'apprenti reste à la disposition de l'entreprise. **En aucun cas l'apprenti ne peut prendre ses vacances durant les jours de cours (se référer au contrat de travail).**

4- Conditions d'accès et fonctionnement du CDI

Horaires d'ouverture :

- Lundi	08h05 à 12h05 et 13h15 à 17h15
- Mardi	08h05 à 12h05 et 13h15 à 17h15
- Mercredi	13h15 à 17h15
- Jeudi	08h05 à 12h05 et 13h15 à 17h15
- Vendredi	08h05 à 12h05 et 13h15 à 17h15

Sa capacité d'accueil est de 15 apprentis et ces derniers sont sous la responsabilité du documentaliste.

5- Tenue des élèves

La tenue et l'attitude des apprentis à l'intérieur de l'établissement doivent être en rapport avec leurs futures ou actuelles fonctions professionnelles. Il en est de même pour le comportement hors du lycée, à l'occasion d'activités organisées par celui-ci.

Dans le respect du caractère propre de l'établissement sous contrat d'association et de notre projet éducatif Vincentien, nous n'acceptons pas tous signes religieux ostentatoires et provocants. **Les shorts, bermudas, les Tongues et tenues de plage, tenues excentriques, nombrils apparents, minijupes, décolletés provocants, piercings, les Jeans retroussés et tous couvre-chefs, les Jeans troués et effilochés, les joggings, les pantalons sous les fesses et les débardeurs pour les garçons, ne sont pas acceptés. Une coiffure sobre et courte est exigée pour les garçons. Les teintures excentriques pour les cheveux ne seront pas acceptées pour les filles et les garçons.**

L'apprenti se présentant dans une tenue non conforme à ce règlement, devra rentrer se changer à son domicile avant de réintégrer les cours. Lors des examens blancs, les apprentis devront se présenter en tenue professionnelle à toutes les épreuves orales (la mini-jupe et les talons hauts ne sont pas considérés comme tenue professionnelle).

Business day du lundi :

Tenue obligatoire pour les garçons : pantalon de ville noir (pas de Jean) chemise unie (noire, blanche ou grise) et chaussures de ville noires (pas de tennis/baskets).

Tenue obligatoire pour les filles : pantalon de ville noir (pas de Jean ou de leggings) ou jupe/robe noire (mini-jupe et robe trop courte non autorisée), chemise unie (noire, blanche ou grise) et chaussures de ville fermées noires (pas de tennis/baskets).

6- Usage de certains biens personnels

Les appareils portables de communication (téléphone, messagerie...), baladeurs et MP3 doivent être mis hors service et rangés sur le bureau du formateur pendant les heures de cours.

Leur apparition (appareil ou écouteurs), même éteints, fera l'objet d'une sanction.

Il est strictement interdit de prendre des photos ou des vidéos dans l'établissement sans en avoir l'autorisation ainsi que de les diffuser sur des sites Internet personnels (blogs, réseaux sociaux...). Il en va de même pour tout commentaire sur l'équipe pédagogique, l'établissement et les autres apprentis. Cela constitue une atteinte à la vie privée et conduira à des sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion et/ou signalement auprès des autorités judiciaires, et demande de sanctions pénales et financières.

L'établissement ne peut être tenu responsable de la perte ou du vol d'objets, vêtements... Il est recommandé de ne pas apporter des sommes d'argent importantes ou des objets de valeurs. Toute disparition doit être signalée au responsable BTS.

LA SECURITE

1- Les garanties de protection

L'établissement s'engage à tout mettre en œuvre pour garantir à tous la protection maximale contre toute agression morale ou physique.

Si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé est en danger ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d'assistance peuvent être ordonnées par les autorités compétentes, après signalement des faits auprès de ces dernières par le Chef d'Etablissement.

2- Sécurité incendie

Chacun doit prendre connaissance des consignes de sécurité et d'évacuation affichées dans les locaux et s'y conformer en cas de sinistre. Il est interdit de déclencher volontairement sans qu'il y ait d'incendie les systèmes de sécurité.

3- Tabac, alcool et stupéfiants

L'introduction et la consommation dans l'établissement de produits stupéfiants sont expressément interdites. Il en est de même pour la consommation d'alcool, excepté, pour les personnels, dans les lieux de restauration. Le fait d'arriver alcoolisé ou saoul dans l'établissement est strictement interdit et fera l'objet d'un conseil de discipline.

Il est rappelé qu'il est interdit de faire usage du tabac dans les établissements scolaires.

Ces faits sont susceptibles de sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'à l'exclusion.

4- Port d'armes

Toute introduction, tout port d'armes ou d'objets dangereux, quelle qu'en soit la nature, sont strictement interdits et sont susceptibles de sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'à l'exclusion, et d'un signalement auprès des autorités de Police.

LES DROITS DES APPRENTIS

1- Le droit d'expression individuelle et collective

Il s'exerce dans le respect du pluralisme, des principes de neutralité et du respect d'autrui. Tout propos diffamatoire ou injurieux peut avoir des conséquences graves susceptibles de sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'à l'exclusion et la plainte judiciaire.

L'exercice de ce droit ne doit pas porter atteinte aux activités d'enseignement, au contenu des programmes et à l'obligation d'assiduité.

2- Le droit de réunion

Le droit de réunion s'exerce en dehors des heures de cours prévues à l'emploi du temps des participants. Le Chef d'Etablissement autorise, sur demande motivée des organisateurs, la tenue des réunions en admettant, le cas échéant, l'intervention de personnalités extérieures. Il peut opposer un refus à la tenue d'une réunion ou à la participation de personnalités extérieures lorsque celles-ci sont de nature à porter atteinte au fonctionnement normal de l'établissement.

3- Les conditions d'affichage

L'affichage anonyme, les attaques contre les personnes ou les atteintes à l'ordre public sont interdites. Par prévention, il est nécessaire de montrer les documents avant affichage au Chef d'Etablissement.

4- La diffusion

Les publications rédigées par des apprentis peuvent être librement diffusées dans l'établissement. Toutefois, au cas où certains écrits présenteraient un caractère injurieux ou diffamatoire, ou en cas d'atteinte grave aux droits d'autrui ou à l'ordre public, le Chef d'Etablissement peut suspendre ou interdire la diffusion de la publication dans l'établissement.

5- Le droit d'association

Ce droit permet aux apprentis de constituer des associations à l'intérieur de l'UFA après dépôt auprès du Chef d'Etablissement d'une copie des statuts. L'association est du type Loi 1901 (seul un majeur peut la créer). En cas d'incompatibilité de leur objet ou de leur activité avec les principes du service public d'enseignement, elles peuvent être interdites par le Chef d'Etablissement après avis du Conseil des délégués des élèves. Ces associations peuvent contribuer à l'exercice du droit d'expression collective des apprentis.

6- Election des délégué(e)s et suppléants par classe

En octobre, chaque classe doit procéder à l'élection de 2 délégué(e)s et de 2 suppléants. La durée du mandat de chacun est d'une année. L'année suivante, suite à un nouveau vote, le mandat peut-être renouvelé pour une deuxième année ou de nouveaux délégué(e)s et de nouveaux suppléants peuvent être choisis par l'ensemble de la classe.

Les missions des délégué(e)s sont nombreuses et variées : être présent lors des conseils de classe ainsi que des conseils de disciplines, faire le lien entre les apprentis, les formateurs, les référents et le Chef d'Etablissement, transmettre toutes informations nécessaires, faire remonter au référent de la formation ou au Chef d'Etablissement les éventuels problèmes rencontrés en classe, etc.

LES OBLIGATIONS DES ELEVES

1- L'obligation d'assiduité

L'obligation d'assiduité consiste, pour les apprentis, à participer au travail scolaire, à respecter les horaires d'enseignement définis par l'emploi du temps de l'établissement, ainsi que le contenu des programmes et les modalités de contrôle des connaissances. Un apprenti ne peut en aucun cas refuser d'étudier certaines parties du programme de sa classe, ni se dispenser de l'assistance à certains cours, sauf cas de force majeure ou autorisation exceptionnelle.

Le défaut d'assiduité, constitué par des absences irrégulières ou des manquements répétés à l'obligation de rendre des travaux ou de se soumettre à des devoirs surveillés, représente une faute susceptible de sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'à l'exclusion.

2- L'obligation de posséder son matériel scolaire

Tout apprenti doit posséder le matériel nécessaire demandé par les formateurs pour les cours de la journée. Tout manquement à cette règle entraînera des punitions.

3- Le devoir de n'user d'aucune violence

Les violences verbales, la dégradation des biens personnels, les brimades, les vols ou tentatives de vol, les violences physiques, le bizutage, le racket, les violences sexuelles, dans l'établissement et à ses abords immédiats, constituent des comportements qui feront l'objet de sanctions disciplinaires et/ou d'une saisine de la justice.

4- Transmission d'information

L'apprenti étant salarié, il est de sa seule responsabilité de transmettre les informations administratives à ses parents et/ou les représentants légaux.

LA DISCIPLINE

1- Les punitions

Elles peuvent être prononcées par les personnels de direction, d'éducation, de surveillance et par les formateurs ; elles pourront également être prononcées, sur proposition d'un autre membre de la communauté éducative, par les personnels de direction et d'éducation.

Ce sont :

- les excuses orales ou écrites
- Exclusion ponctuelle d'un cours (En cas de problème de comportement grave - l'apprenti sera alors accompagné par un autre apprenti auprès du responsable BTS, avec un travail à effectuer). Elle donnera lieu systématiquement et immédiatement à une information écrite, à l'aide du document prévu, au responsable BTS et au Chef d'Etablissement et un double sera envoyé aux entreprises.

2- Les sanctions

Elles sont prononcées par le Chef d'Etablissement

Ce sont :

- l'avertissement
- l'exclusion temporaire de l'établissement, assortie ou non d'un sursis total ou partiel
- l'exclusion définitive de l'établissement assortie ou non d'un sursis.

3- Les mesures de prévention

En cas de besoin, les objets dangereux ou perturbant le bon fonctionnement de l'établissement ou des cours peuvent être confisqués.

Ils seront rendus à l'apprenti le jour même ou bien aux responsables légaux quand ceux-ci se déplaceront en fonction de la nature ou de la dangerosité de l'objet.

4- Les mesures de réparation

En cas de dégradations ou de non-respect des règles d'hygiène de l'établissement, des travaux d'intérêt collectifs peuvent être proposés avec pour objectif de sensibiliser l'apprenti sur la gêne commise par ses actes. Ils font l'objet d'un courrier aux apprentis pour les majeurs et aux responsables légaux pour les élèves mineurs qui doivent le retourner complété et signé sous 48h après réception.

En cas de refus, il sera prononcé une sanction pouvant aller jusqu'à l'exclusion.

5- Les mesures d'accompagnement

Un formateur référent est à la disposition des étudiants afin de répondre aux questions d'ordre pédagogiques, administratives ainsi que d'ordre personnel et Le Chef d'Etablissement doit impérativement en être informé.



6- Le conseil de discipline

Il comprend le Chef d'Etablissement, un représentant du personnel enseignant, le formateur référent, le maître d'apprentissage et les apprentis délégués de la classe. Le Chef de Travaux y est convié si nécessaire. L'apprenti concerné ne peut se faire accompagner de ses responsables légaux que s'il est mineur. Le Conseil de discipline peut prononcer l'exclusion temporaire supérieure à huit jours et l'exclusion définitive, mais aussi toutes les sanctions prévues au règlement intérieur. Il peut également prescrire des mesures de prévention, de réparation et d'accompagnement.

Une exclusion définitive implique l'exclusion du centre de formation, et donc l'obligation d'en chercher un autre faute de quoi l'employeur se verrait dans l'obligation de rompre le contrat. La décision prise par Le Chef d'Etablissement à l'issu d'un Conseil de discipline est définitive et irrévocable.

LES MESURES POSITIVES D'ENCOURAGEMENT

Des mesures positives d'encouragement peuvent être portées sur les bulletins scolaires (encouragements, félicitations).

Des élèves tuteurs peuvent être mis en place dans certaines classes en fonction de la demande des élèves et en concertation avec le professeur principal.

LES RELATIONS ENTRE L'ETABLISSEMENT ET LES ENTREPRISES

Deux visites en entreprise auront lieu chaque année, réalisées par un formateur tuteur soit quatre visites sur le cycle scolaire.

Mise à jour le lundi 4 mai 2020

INFORMATION SUR LE TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES DE L'APPRENTI(E) ET DE SES RESPONSABLES LEGAUX

Les données qui vous sont demandées dans le formulaire d'inscription sont nécessaires aux fins d'inscription dans notre Unité de Formation des Apprentis Saint Vincent de Paul situé au 17 Rue Fodéré – 06300 NICE.

La responsable des traitements est Madame Virginie POUBANNE Chef d'Etablissement Coordinatrice.

La présente information est fournie en application du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/UE (ci-après « Règlement Général sur la Protection des Données » ou « RGPD ») et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « Loi Informatique et Libertés »).

Les données à caractère personnel suivantes sont collectées et traitées :

- Nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité, sexe de l'apprenti(e)
- Nom, prénom, profession et coordonnées des parents, situation familiale
- Données de scolarité (livret scolaire, LSU, ...)
- Données nécessaires à la gestion comptable (RIB, ...)

Ces données sont conservées pendant la durée de la scolarité de l'apprenti(e) dans l'établissement et durant les 10 années qui suivent la fin de cette scolarité.

Elles font l'objet des traitements principaux nécessaires à :

- La gestion de l'inscription dans notre Unité de Formation des Apprentis
- La gestion administrative et comptable
- L'utilisation d'outils de travail informatisés
- Le suivi de la scolarité, y compris lié à des scolarisations particulières (PAI, notifications MDPH, PPRE, PAP, LSU, ...)
- La gestion de la restauration et des services annexes.

L'ensemble de ces traitements est nécessaire à l'exécution du contrat de scolarisation de l'apprenti(e) dans notre Unité de Formation des Apprentis.

Dans le cadre de la scolarisation de l'apprenti(e) dans un établissement de l'Enseignement Catholique, vos coordonnées et celles relatives à l'apprenant sont également transmises aux organismes suivants de l'Enseignement Catholique ou à certaines collectivités territoriales, et pour les finalités suivantes :

- Au Secrétariat de l'Enseignement catholique dans le cadre de la gestion interne de l'Enseignement catholique et de la remontée des données qui doit être faite au Ministère de l'Education Nationale à des fins de recensement des effectifs
- A l'Association GABRIEL (Gestion Associée des bases et Réseaux d'Information de l'Enseignement Libre) tenant à jour le référentiel des données de l'Enseignement Catholique
- Ainsi qu'aux Directions Diocésaines et/ou services académiques de l'Enseignement Catholique à des fins statistiques et pour la gestion des établissements de leur ressort
- Aux paroisses pour tout ce qui concerne la Pastorale et la Catéchèse
- Au Maire de la commune dans laquelle réside l'apprenant en application de l'article L131-6 du Code de l'Education, et le cas échéant, à sa demande, à la collectivité territoriale dont relève le centre de Formation (commune, département ou région).

Pour en savoir plus sur la gestion de vos données personnelles et celles de l'apprenti(e) pour ces finalités ainsi que sur l'exercice de vos droits, vous pouvez consulter le site internet de l'Association Gabriel, à l'adresse http://www.ec-gabriel.fr/cgu/cgu_gabriel.htm ou demander la politique de protection des données de l'Association Gabriel en adressant un email à l'adresse de contact Gabriel, le site internet de l'UGSEL à l'adresse <http://www.ugsel.org/politique-de-protection-des-donnees> et celle de l'APEL nationale à l'adresse www.apel.fr/politique-de-traitement-des-donnees.html

Vous disposez de droits d'accès, de rectification, d'opposition et d'effacement de vos données personnelles ainsi que de limitation au traitement de ces données dans les conditions et limites prévues par le RGPD :

- En adressant un email à dpd@enseignementcatholique.fr ou un courrier à **Délégué à la Protection des Données de l'Enseignement Catholique – Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique – 277 rue St Jacques – 75005 Paris Cedex** pour les traitements mis en œuvre par l'Association Gabriel
- En vous rapprochant selon les cas de la commune ou de la collectivité territoriale dont relève le Centre de Formation.

Vous pouvez également adresser une réclamation à la CNIL.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR : Section BTS

Ce règlement intérieur est élaboré avec l'ensemble de la communauté éducative représenté par ses délégués. Il est modifié et révisé chaque année.

Les modifications sont présentées au conseil de direction de l'établissement.

Je soussigné(e) Mr ou Mme en classe de atteste avoir pris connaissance du Règlement intérieur de l'Établissement Saint Vincent de Paul et s'engage à en respecter les règles, sans quoi l'inscription ne pourra être validée.

Tout manquement à ce règlement entrainera des sanctions disciplinaires.

Fait à Nice le :

Signature de l'apprenti(e) :